

## LE "REFORMISME" SELON LE P.C.F.

Un récent article de "l'Humanité" (1) examinant le problème de "l'ouverture" giscardienne considère que l'essentiel de "l'ouverture" est "la tentative de récupération de tout ou partie de la gauche non communiste", c'est-à-dire "la tentative de récupération du réformisme par la grande bourgeoisie".

Par ailleurs, parlant devant le dernier CCN de la CGT de l'attitude de la CFDT, G. Séguéy s'interroge "sur la question de savoir si cette propension de la CFDT à s'éloigner de l'unité d'action avec la CGT n'est pas liée effectivement à des intentions de reconversion qui, sous couvert de réalisme, se rapprocherait du réformisme que côtoie la CFDT au sein du mouvement syndical d'Europe occidentale" (30-31 mars 1978).

Quel est ce concept de "réformisme" dont la CGT et le PCF font un assez large usage c'est ce que nous voudrions examiner ici en utilisant divers articles parus dans les "Cahiers du communisme" (C du C) (2), la "Nouvelle Critique" (N. C.) (3) et surtout "l'Histoire du réformisme en France depuis 1920" [désigné ici par H.R.] (4) ouvrage réalisé par les historiens de l'Institut Maurice Thorez.

Sous le terme de "réformisme", le PCF ne désigne pas le "giscardo-centrisme", mais les organisations de la gauche non communiste caractérisées par leur "opportunisme" ou leur "aventurisme" et sous ce terme il les oppose au mouvement "révolutionnaire" dont l'expression est le Parti communiste.

Le réformisme traduit en quelque sorte "la difficulté historique à comprendre la nécessité de la voie révolutionnaire". Ce n'est pas le "produit d'une manipulation cynique de la classe ouvrière"... Il se situe "du côté de l'aspiration au changement", mais une aspiration "freinée, détournée, récupérée éventuellement par l'adversaire de classe".

Ce qui caractérise le réformisme c'est d'abord en effet son aspect contradictoire dû à un défaut d'analyse, ce qui le rend particulièrement perméable à la pression et aux idées de la bourgeoisie. Après avoir examiné ces aspects nous verrons quelles sont, selon le PCF, les bases sociales du réformisme puis les structures particulières des diverses organisations réformistes, enfin nous terminerons en considérant comment le PCF conçoit le problème de l'union avec le réformisme.

### 1. ASPECTS CONTRADICTOIRES DU REFORMISME

Le réformisme est caractérisé par sa "dualité", ni bourgeois, ni révolutionnaire, il est toujours le lieu de "débats tragiques", de "dilemmes" selon les mots de Léon Blum et il apparaît aux idéologues du PCF comme essentiellement contradictoire.

.../...

Cette dualité du réformisme répondrait au mouvement même du capital.

#### 11. Le mouvement contradictoire du capital.

"La classe ouvrière, dans son activité productrice vit spontanément le mouvement contradictoire du capital ; celui-ci parce qu'il se met en valeur lui paraît capable de développer la société, mais parce qu'il se détruit, il témoigne de son incapacité à le faire. De sorte, nous dit J. Burles, qu'il n'y a pas de fatalisme économique dans la prise de conscience ; deux conceptions sont présentes dans la conscience spontanée de la classe ouvrière : ou bien aménager les structures capitalistes, ou bien les révolutionner" [H.R. tome II p. 353].

Selon cette analyse la classe ouvrière "objectivement révolutionnaire" n'a pas spontanément conscience de son rôle révolutionnaire, d'où le rôle du Parti. C. Mazauric souligne un autre aspect de ce rôle du capital : "l'accumulation du capital est à la fois un facteur d'unification des masses de travailleurs (phénomène de concentration) et un facteur de division, au moins de différenciation interne". Là encore c'est l'aspect contradictoire qui apparaît et "ce qui est ressenti initialement... c'est l'éclatement, la division ; la nécessité de l'union intervient dans un deuxième temps, par la prise de conscience politique, c'est-à-dire comme un effet de la pratique de classe dans la lutte des classes et en fonction du poids et de l'initiative du parti révolutionnaire" [Nouvelle critique, mai 1977].

#### 12. La réformisme, expression du mouvement spontané des masses.

Soumise à ces évolutions du capital, la classe ouvrière qui n'a pas encore acquis grâce au PCF, parti révolutionnaire, une conscience de classe ne peut qu'exprimer spontanément cette dualité :

- tendance à la collaboration, à la contribution au développement du capital, à son aménagement avec l'espoir d'en recueillir quelque avantage ;
- et simultanément tendance à une forme de protestation contre la destruction de ce capital, la réduction des possibilités de développement des forces productives - cette protestation pouvant aller jusqu'à l'aspiration à une autre société.

Cette conscience spontanée dualiste "s'exprime par le courant d'essence réformiste" ... "C'est la manière d'être du réformisme, à la fois protestation contre l'exploitation et acceptation du rapport fondamental entre le capital et le travail, base de cette exploitation... Restant au niveau de la conscience spontanée, le réformisme ne peut, si l'on en croit les idéologies du PCF, se dégager fondamentalement des rapports sociaux capitalistes, qu'il contribue même à reproduire, ainsi qu'en témoigne son histoire" [H.R. tome II, pages 355-357].

A cette expression spontanée s'oppose la "connaissance scientifique du mouvement profond du capital, de la classe objectivement révolutionnaire et du rôle historique de celle-ci", dans le but de pousser à son terme, c'est-à-dire au socialisme, la "tendance essentielle du capitalisme". Cette connaissance scientifique s'exprime par le courant d'essence révolutionnaire : "l'organisation politique qui, par sa théorie scientifique, ses principes d'organisation, sa pratique, son expérience, permet à la classe ouvrière de prendre conscience de son rôle et de l'assumer est le Parti communiste, par essence, parti révolutionnaire" [H.R. tome II p. 356].

.../...

Au contraire la gauche non communiste, dans la mesure où elle est l'expression de la spontanéité ne peut qu'offrir aux travailleurs des solutions contradictoires :

- tendance au compromis et à la collaboration (c'est la recherche d'une solution de type "troisième force") ;
- tendance au contraire à l'impatience ou à l'aventurisme (c'est le gauchisme).

Cette dualité peut s'exprimer différemment, mais elle n'en est pas moins constitutive du réformisme. Ainsi, analysant l'attitude du PS au début de 1977, la "Nouvelle critique" parle à son sujet de "deux fers au feu" : "derrière les protestations d'union", c'est-à-dire d'alliance avec le parti révolutionnaire, le PS "pousse activement le fer de la gestion social-démocrate des affaires du régime" (numéro de février-mars 1977).

Cette "tendance permanente à l'opportunisme et à l'empirisme", c'est-à-dire au "spontané" est à mettre en rapport avec un défaut d'analyse.

## 2. DEFAUT D'ANALYSE

L'"Histoire du réformisme", oeuvre des militants du PCF, explique et tente de démontrer qu'à tous les moments de son histoire, le réformisme se caractérise par son "absence d'analyse scientifique".

### 21. Au cours des années 1930.

Les reproches faits à la SFIO et à la CGT "réformiste" en ce qui concerne le défaut d'analyse sont divers.

La première critique concernant l'analyse porte sur son caractère "étroitement économiste" : "la crise est le résultat d'un déséquilibre entre offre et demande, entre production et consommation, sans qu'il soit fait mention des forces sociales et politiques conscientes qui agissent sur l'économie, aussi bien du côté de la bourgeoisie que des masses" (H.R. tome I, p. 107).

Mais c'est surtout l'analyse du fascisme qui est jugée insuffisante : "Alors que la menace fasciste s'accroît, les analyses de la SFIO et de la CGT ne fournissent pas une base théorique à une riposte efficace. Le courant réformiste ne possède pas une analyse globale de la situation internationale et ne juxtapose les questions - la crise - le fascisme, sans les relier. Rejetant l'analyse léniniste de l'impérialisme, il ne peut concevoir que la crise et le fascisme représentent la réponse aux difficultés du capitalisme au stade de l'impérialisme et, en même temps l'occasion pour le capital financier d'accroître son emprise sur la vie nationale, si les masses demeurent sans réaction" (H.R. tome I, p. 109).

A Léon Blum, les auteurs communistes reprochent de faire du nazisme une analyse tronquée en le considérant essentiellement comme un "racisme" constituant "une forme intermédiaire" entre le capitalisme et le socialisme, conçue dans le cadre national et marquée par une "dictature personnelle"... "Il n'analyse pas le fascisme comme un moyen de résoudre les contradictions du capital monopoliste en accroissant son empire sur l'Etat, comme le fait l'internationale communiste en décembre 1933. En fait, concluent les auteurs, les socialistes n'utilisent pas le marxisme pour leurs analyses concrètes" (H.R. tome I, p. 120). Car, pour eux, il n'y a bien sûr qu'une seule analyse

.../...

marxiste valable, celle de l'Internationale communiste.

## 22. Depuis 1944, pas d'analyse du "capitalisme monopoliste d'Etat".

Traitant des analyses socialistes au lendemain de la Libération, l'"Histoire du réformisme" leur fait grief de ne pas voir la tendance objective ; "la liaison entre Etat et monopole est saisie comme une simple politique et non comme la tendance objective, nécessaire de l'impérialisme en crise pour restaurer son taux de profit en étendant l'exploitation par l'intervention de l'Etat".

De même que l'absence d'analyse scientifique du fascisme a empêché la SFIO dans les années 1930 d'isoler et de définir l'ennemi de classe : le grand capital, le fascisme, de même en 1945-47, son défaut d'analyse va l'empêcher de saisir "le double lien entre la bataille de la production et la lutte pour l'indépendance nationale".

Par la suite, le réformisme va se révéler tout aussi incapable de faire une analyse scientifique du gaullisme comme expression du capitalisme monopoliste d'Etat.

Selon les historiens du PCF, ce défaut caractérise aussi bien le PSU que le parti socialiste sous ses formes successives et dans ses diverses composantes. Ainsi, en 1969, le PSU, dans les thèses présentées par M. Rocard considère que "le gaullisme, contrairement à ce qu'affirme le parti communiste n'est pas exclusivement le régime des grands monopoles" et, nous disent les auteurs, en fonction de cette "analyse fausse", s'efforce de démontrer l'inutilité d'un vaste rassemblement majoritaire.

Analysant le "plan d'action" du "Nouveau parti socialiste" lors du Congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969, l'"Histoire du réformisme" conclut : "ainsi le parti socialiste continue de méconnaître la nature de classe du régime et d'ignorer les rapports entre les monopoles et l'Etat" (tome II page 236).

Au Congrès de Grenoble du parti socialiste en 1973 considérant l'intitulé d'un chapitre de la motion : "le citoyen devant les pouvoirs" et non devant le pouvoir, le même ouvrage conclut que ceci témoigne d'une "analyse superficielle de l'Etat des monopoles", d'un certain "utopisme sur les possibilités d'investissement parcellaire et périphérique du pouvoir" (tome II p. 321).

Selon J. Burles, la formule : le PS "n'obéit à aucun dogme et se garde de toute doctrine officielle" (Changer la vie p. 10) ne laisse aucun doute sur "l'impossibilité pour le parti socialiste d'avoir des rapports conséquents avec le marxisme" (H.R. tome II P. 373). C'est ce défaut d'analyse qui amènerait le réformisme à mettre au premier plan de "faux débats".

## 3. LES FAUX DEBATS DANS LESQUELS SE COMPLAINTE LE REFORMISME

Surtout depuis 1968, le réformisme, sensible aux mouvements d'opinion qui se produisent sous l'effet de l'idéologie dominante, développe toute une série de thèmes qui détourne l'attention du débat réel, la lutte contre l'exploitation.

.../...

### 31. Des thèmes nouveaux.

Fin 1975, G. Cogniot dans "Les cahiers du communisme" appelle l'attention sur une série de thèmes dangereux.

C'est d'abord le cas de l'aliénation dans son interprétation courante, "facilement ambivalente", car, "elle alimente à la fois des conceptions de critique sociale et des conceptions conservatrices. En effet, pour celui qui combat avant tout l'aliénation et non l'exploitation capitaliste, l'effet et non la cause, ce n'est plus le type des rapports sociaux, c'est la dépendance sociale, mais aussi morale et intellectuelle, spirituelle qui définit la situation de la classe ouvrière dans le régime actuel".

D'où, pour G. Cogniot, deux séries de conséquences possibles :

- les uns tenteront de corriger les abus de la hiérarchie par simple changement du type de management ;
- les autres, en refusant cette solution, posent tout de même que la lutte contre le régime exploiteur, contre la propriété monopoliste, pour les nationalisations démocratiques et en fin de compte pour le socialisme... peut et doit céder la place à un autre combat : le combat pour la "démocratie économique".... pour la "liberté industrielle" et la "démocratie de participation", comme disent les libertaires américains, pour l' "autogestion", comme disent les proudhoniens plus ou moins conscients, plus ou moins orthodoxes, suivis par tous les utopistes, tous les idéalistes qui en appellent d'abord à la morale éternelle et non à la science de la société et protestent contre le rôle déshumanisant de la pratique sociale plutôt que contre cette pratique elle-même".

Examinant ensuite plus à fond le "mot d'ordre d'autogestion", G. Cogniot lui reconnaît une certaine "signification sociale : il exprime, sous une forme inadéquate, un contenu de classe déterminé, un mouvement de la pensée sociale, les tendances d'une partie de la classe ouvrière actuelle avec ses tendances bigarrées. En ce sens, il ne manque pas d'une certaine raison d'être historique". Mais s'il pose un problème réel, il lui donne "une solution non scientifique. Ce qui est scientifique, c'est de revendiquer, comme le font le parti communiste et le programme commun une large démocratisation de la gestion des entreprises..."

Et il conclut sur ce point en déclarant que "toute la sociologie dominante pèse dans le sens de la mystification... Elle ne dit pas que l'aliénation économique est la base de tout autre aliénation". Deux ans plus tard, en décembre 1977, "la Nouvelle critique" assigne comme l'un des "terrains de combat" du PCF, le terrain idéologique, la "lutte contre les thèmes rocardiens et tourrainiens", thèmes réformistes par excellence.

Le récent article de l'Humanité (4 avril 1978) développe la thèse selon laquelle ces "thèmes réformistes" sont des "sortes de passerelles entre le giscardisme et la social-démocratie".

.../...

### 32. Des thèmes ambigus.

Ces thèmes sont "à la fois le reflet de problèmes réels et une tentative de dévoiement de la volonté de changement". L'auteur de l'article, J-P Gaudard, en cite un certain nombre et explique à chaque fois quelle utilisation peut en faire le grand capital :

- l'accent mis sur "le qualitatif au détriment du quantitatif, décrété dépassé et secondaire" peut être utilisé par le CNPF pour détourner vers des gadgets (ex : temps de travail annuel) les véritables revendications des travailleurs ;
- l'utilisation de l'aspiration à la démocratie et "en corollaire la "désétatisation" (qui) est aussi à la mode", la remise en cause de certaines formes de la bureaucratie et du financement public de la production privée (sont) destinées à faire jouer à plein, sans frein, la loi de la concurrence des multinationales. L'auteur dénonce en liaison avec celui sur la décentralisation qui "est en train de devenir une tarte à la crème commune entre le pouvoir et le PS".
- La "croissance douce" : C'est là, selon J-P Gaudard "un véritable trait d'union entre tous les éléments de cette stratégie de gestion de la crise, sorte de transformation en principe moral de l'incapacité du système à assurer un développement harmonieux de l'économie, une satisfaction réelle des besoins populaires".

"C'est la justification, par avance de tous les abandons industriels, le refus de créer des emplois productifs. C'est aussi tout un discours sur la réduction des inégalités, conçue non pas comme un acte de développement démocratique et économique, mais comme la répartition de la pénurie".

### 33. Un autre terrain miné : l'éducation.

Analysant les conceptions de Léon Blum concernant le parti socialiste, J. Charles considère que "derrière la nécessité proclamée d'un parti large, ouvert et démocratique, transparait soudain la condescendance et la méfiance envers les masses. Méfiance qui s'accompagne par ailleurs fréquemment de l'idée qu'à l'inverse, une société éduquée serait mieux préparée à la révolution. Sur cette lancée, nombre de socialistes concluent que l'éducation a une fonction révolutionnaire" (H.R. tome I p. 21).

Traitant des intellectuels qui se pressent en foule au sein des partis réformistes, G. Cogniot écrit que "beaucoup pensent que la révolution peut se faire par la conscience - et non par la politique - par la qualité de la vie, par le changement de la culture et de l'esprit, par l'école ; ils s'imaginent que l'école est en elle-même et par elle-même libératrice. Cette tendance peut nourrir à la fois le conformisme traditionnel en matière sociale et un anti-conformisme "de gauche" qui proclame une "contreculture" et s'en prend aux modes de vie et aux rapports humains, aux stéréotypes psychologiques et à l'éthique, plus qu'à l'économie et à la politique, en portant l'empreinte des idées mêmes contre lesquelles il se révolte" (C du C, déc. 1975).

.../...

Ces mêmes idées sont reprises dans un article consacré spécialement au *réformisme en milieu enseignant* par la "Nouvelle critique" [déc 1976]. L'auteur, A. Guedj met en relief le durable succès de cette "conviction réformiste" qu'est "l'école libératrice" dont même ceux qui la combattent ne parviennent pas à se dégager. Ainsi, "le mouvement ouvrier a dénoncé très tôt la fonction idéologique de l'école, tout en soulignant, en ce domaine les contradictions du capitalisme. Critique vigoureuse et dialectique que les communistes furent longtemps seuls à poursuivre. Dans les années 1960, de nombreux intellectuels redécouvrent cette critique, mais en la "gauchisant", ils l'appauvrissent. C'est ainsi qu'en mai 1968, on retombe avec le thème de l'école aliénatrice dans l'ornière du réformisme. En effet, qu'on attende de l'école la libération des hommes ou qu'on lui impute leur aliénation, c'est toujours elle qui demeure comptable du devenir de la société. Cette problématique inchangée piège encore aujourd'hui la réflexion enseignante et permet au pouvoir toutes les récupérations".

A travers tous ces thèmes que nous venons d'évoquer, il est clair pour le PCF que les "analyses réformistes situent la lutte sur des terrains secondaires" et à ce propos il s'interroge : "ne la détournent-elles pas vers des voies sans issue ? N'est-ce pas une manière de désarmer la classe ouvrière, en ne lui fournissant pas les moyens idéologiques de résister à la pression de la bourgeoisie" (H.R. tome I p110).

#### 4. PERMEABILITE A LA PRESSION ET AUX IDEES DE LA BOURGEOISIE

L'aspect contradictoire des organisations réformistes les rend tout à la fois réceptives à l'idéologie dominante et heurtées par elle.

##### 41. Les divers aspects de cette perméabilité.

Pour s'en tenir à la période récente, l'"Histoire du réformisme" cite un certain nombre de faits caractéristiques, selon le PCF, de cette imprégnation du réformisme par l'idéologie dominante.

Lors du Congrès de 1969, d'Issy les Moulineaux, le "plan d'action" "nouveau parti socialiste" qui prétend à une "analyse scientifique des caractéristiques du monde actuel se résume essentiellement en une dénonciation de certains méfaits du capitalisme présentée comme une "société de consommation", c'est-à-dire selon la terminologie de l'idéologie bourgeoise elle-même". On retrouve la même inspiration dans une déclaration de Savary considérant que "la société socialiste implique un changement du modèle de consommation et du mode de vie" (H.R. tome II p. 236).

Le même type de critique est fait à la motion du Congrès socialiste de Grenoble en 1973. Quand celle-ci admet que "l'un des grands sujets encore sans réponse et que les socialistes doivent aborder franchement est celui de la croissance, de son niveau et de son objet", il s'agit selon les auteurs communistes de "se donner les moyens d'un retour oblique à la doctrine Mansholt" c'est-à-dire à la doctrine de la croissance zéro, "pourtant contraire au programme commun" (H.R. tome II p 310).

.../...

L'adhésion de M. Rocard au PS ne change rien à cette réalité de la perméabilité aux thèses du pouvoir, bien au contraire. Selon les auteurs de l'"Histoire du réformisme" (tome II p 309), cette adhésion se fait "sur la base d'une profonde identité dans les thèses réformistes. M. Rocard, persévérant dans sa démarche, considère que le pouvoir fait preuve d'une trop grande tolérance. Il lui demande des économies d'énergie le plus tôt possible, un autre modèle global de croissance et propose de se satisfaire d'une hausse de prix du niveau de celle de la RFA : 7 %. Or le ministère des Finances se fixe des objectifs semblables..."

Si bien que les solutions à la crise préconisées par le PS sont "de même nature que celles avancées et mises en oeuvre par le pouvoir et le patronat", ce qui, aux yeux du PCF, constitue "les bases d'un retour à la collaboration de classes et d'une révision du programme commun" (H.R. tome II p 314).

#### 42. Influence de l'idéologie dominante.

S'interrogeant sur le caractère vivace des tendances réformistes, G. Cogniot traite des efforts de la grande bourgeoisie au pouvoir pour manipuler l'opinion (moyens d'information et de formation à sa disposition) : "L'explication qui vient la première à l'esprit se rapporte aux efforts démesurés de la grande bourgeoisie pour justifier le capitalisme en répandant le mensonge et l'illusion, pour maintenir les normes de pensée et de comportement, les valeurs destinées à le préserver des coups de plus en plus vigoureux que lui portent les forces révolutionnaires".

Mais ajoute-t-il, "les marxistes-léninistes n'ont jamais considéré l'idéologie bourgeoise comme l'ensemble des points de vue propres à la seule classe capitaliste. Sans doute l'idéologie bourgeoise exprime les intérêts de cette classe, mais cela ne signifie pas qu'elle n'est diffusée qu'en son sein. Dans la société où nous vivons, elle règne dans toutes les sphères de la vie intellectuelle et morale ; elle est partagée par des groupes sociaux non bourgeois et mêmes hostiles à la bourgeoisie"... (C du C, déc 1975).

Les historiens du PCF s'interrogent d'ailleurs à ce propos sur le rôle joué par les "spécialistes", les "experts" dont s'entourent certaines fractions du mouvement ouvrier. Dans les années 1930, "ne faut-il pas voir également la pression de la bourgeoisie qui tente indirectement de détourner l'action révolutionnaire vers l'adhésion à des solutions de type technocratique qui, sous les apparences du socialisme, ne cherchent qu'à amender le capitalisme ? La CGT (de L. Jouhaux) ne constitue-t-elle pas à cet égard un milieu plus perméable à la pénétration indirecte, voire directe de l'idéologie bourgeoise, par l'intermédiaire des "spécialistes" dont elle s'entoure ?" (H.R. tome I p 127). N'est-ce pas aussi l'une des causes du "réformisme" du PS actuel, milieu particulièrement riche en "intellectuels" et "experts" de divers types ?

Ainsi donc, pour diverses raisons, la perméabilité du réformisme à l'action, à l'intervention et à la pression de la bourgeoisie est un fait actuel. Mais qu'en sera-t-il dans le socialisme ? C'est la question que se pose F. Hincker et il y répond par l'annonce d'un réformisme de type nouveau. "Les conditions historiques auront fait disparaître l'essentiel de l'adversaire de classe. Il existera des forces associées entièrement à la construction du socialisme, mais pourtant très différentes du courant révolutionnaire qui marqueront des reculs et des hésitations face aux exigences nées du développement du socialisme. Il y aura une rupture avec la situation actuelle, parce que, par la force des choses, la pression de l'adversaire de classe n'existera plus. En ce point se remarquera une rupture entre le réformisme d'avant la révolution et un réformisme d'après la révolution" (N.C. mai 1977).

.../...

## 5. LES COUCHES DE BASE DU REFORMISME

Selon le PCF, la perméabilité du réformisme s'explique notamment par ses "bases sociales", la nature des couches au sein desquelles il recrute.

### 51. La classe ouvrière n'est pas à l'abri.

Etudiant ces "bases sociales", G. Cogniot constate que "même dans les pays comme la France où la majorité des prolétaires accorde sa confiance aux organisations révolutionnaires, chacun peut constater qu'il existe toujours certaines couches de travailleurs qui croient à la satisfaction de leurs revendications sous une forme "modérée", parcellaire et "graduelle", à une solution de la question sociale dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat et qui soutiennent les représentants du réformisme".

Le PC ne saurait, dit-il, expliquer ces "déviation du mouvement révolutionnaire" par des erreurs fortuites de personnes ou de groupes, par des trahisons ou par des traditions. "Pareils comportements dans une société marquée du sceau de la lutte de classes ont leurs racines non dans l'ordre de la connaissance ou de la morale, mais dans le milieu social dans lequel le parti marxiste vit et agit, dans l'organisation économique du pays et dans le caractère de son développement". C'est-à-dire qu'interviennent en fait, la composition hétérogène de la classe ouvrière, les contradictions entre les classes, la pression qu'exerce sur les travailleurs les forces des classes étrangères.

Et il précise : "Quand Lénine, au début du siècle, a affronté la question du réformisme, dans les conditions de son temps, il y a répondu en mettant en lumière une manoeuvre de division particulière ; la formation d'une mince couche d'aristocratie ouvrière corrompue de diverses façons par la bourgeoisie impérialiste"... "La cause de l'opportunisme était la démoralisation de certaines couches auxquelles les monopoles distribuaient les miettes de leur surprofit".

Selon G. Cogniot, à l'heure actuelle, les points de vue divergent parmi les marxistes en ce qui concerne la base sociale de l' "opportunisme".

Alors que certains font valoir que le grand capital accapare les gains produits par la mise en service des conquêtes de la science et de la technique et s'en sert pour assurer une position privilégiée à certaines couches, d'autres considèrent qu'il n'y a plus aujourd'hui de couches de travailleurs qu'on puisse définir comme une aristocratie ouvrière.

Malgré la tendance à l'unification de ces diverses couches au sein de l'action révolutionnaire, il n'en reste pas moins que l'idéologie dominante tend à imprégner de façon différente les diverses couches.

### 52. Les couches les plus perméables.

Selon l'analyse de G. Cogniot, l'arrivée progressive d'ingénieurs, de techniciens et d'employés dans les rangs de la classe ouvrière ou leur rapprochement de cette classe est un facteur positif pour le mouvement révolutionnaire. "Cependant on ne saurait perdre de vue que la révolution scientifique et technique engendre en même temps pour le mouvement ouvrier certaines difficultés. Elle peut favoriser par exemple la persistance d'illusions et d'erreurs réformistes dans quelques couches de la classe ouvrière et du reste du monde du travail".

.../...

Parmi les cadres, techniciens... il distingue ainsi diverses tendances :

- certaines catégories espèrent "se débrouiller", se "tirer d'affaire" de façon individuelle, d'où un penchant à la collaboration de classe;
- d'autres catégories peuvent être "tentées par les réactions de désespoir et de rébellion aveugles, irrationnelles, avec dépréciation de toutes les formes d'organisation et exaltation d'une autonomie absolue de l'individu qui n'est au fond qu'un héritage du vieux temps des "professions libérales". De telles couches ont une tendance naturelle à ne prendre en considération que les motivations morales de leur protestation, à fonder sur des motivations éthiques et humanistes leur idée fausse de "troisième voie" [C du C déc 1975].

J. Burles souligne le même phénomène : "la place dans le mouvement du capital de certaines couches sociales (par exemple une partie des anciennes et nouvelles couches moyennes, non liées directement à la production et bénéficient de quelques privilèges concédés par le capitalisme...) les rend plus réceptives aux positions opportunistes, aux thèmes de collaboration des classes, aux illusions réformistes d'un possible aménagement du capitalisme" [H.R. tome II p. 357].

La concentration du capital ruinant les petits propriétaires a aussi pour effet de grossir la classe ouvrière de toute une série de catégories plus tentées au départ par le réformisme que par l'action révolutionnaire.

A. Guedj réserve un sort particulier au réformisme des enseignants. Malgré leur tradition de gauche qui les distingue des classes moyennes en général, les enseignants sont un des milieux les plus réceptifs au réformisme. Ils "n'ont pas de l'alliance une conception révolutionnaire". N'étant pas "au cœur de l'antagonisme de classe ils méconnaissent la dialectique des luttes, l'âpreté des affrontements les effraie. Individualistes, ils ne croient guère à l'efficacité de l'action de masse ; populistes, ils se veulent près du "peuple" mais se méfient de son avant-garde ; intellectuels, ils ont une certaine condescendance de pédagogues pour les travailleurs manuels, etc. Aussi bien, si nombre d'entre eux ont choisi très tôt le camp de la gauche, si très tôt ils ont répondu favorablement à ce que l'on appelle aujourd'hui l'Union du Peuple de France, la question demeure toujours de savoir sous la direction de qui se fera cette union". Car selon l'auteur, "rien dans leur formation, leur mode de vie, leur pratique professionnelle et sociale ne les prépare à admettre que la direction de ce vaste rassemblement revient à la classe la plus exploitée, à celle qui a toujours su mener avec le plus de fermeté et de clairvoyance la lutte contre les monopoles et le pouvoir" [NC déc 1976].

A. Guedj considère d'ailleurs que la coiffure, le béret porté <sup>par</sup> des générations d'instituteurs, "symbolise cette intérieurisation réformiste de l'ordre social ; il ne convient pas à la dignité du maître d'aller tête nue ; sa modestie lui interdit le port du chapeau ; la casquette l'encanaillerait, le béret convient à son rang - et l'y fixe".

.../...

## 6. LES ORGANISATIONS REFORMISTES

Ces diverses couches qui constituent la "base sociale" du réformisme se regroupent dans un certain nombre d'organisations qu'il convient maintenant d'examiner. Selon les idéologues du PCF, ces organisations se caractérisent d'abord par une structure particulière qui les distingue nettement du parti révolutionnaire.

### 61. Structure des organisations réformistes.

Cette structure tout en étant le reflet de leur caractère contradictoire expliquerait aussi la difficulté congénitale de ces organisations à pratiquer l'action de masse.

*"Le réformisme, écrit J. Burles, secrète la nécessité des "tendances" pour pouvoir couvrir l'ensemble de la réalité sociale en mouvement. Dans une période comme la nôtre où se constitue une grande force unitaire... la nécessité de prendre en compte par les tendances toutes les dimensions du réel s'exprime inévitablement au sein du courant réformiste" (N.C. mai 1977).*

Dans le même numéro de la "Nouvelle critique", C. Mazauric se demande si précisément ce n'est pas "cette aptitude à se décomposer - tendances pour couvrir tout le champ du réel" qui explique le caractère "récemment attractif" du PS. "Pluralité des tendances" paraît, selon lui "synonyme de pluralité des voies d'approches pour beaucoup de ceux qui connaissent leur premier affrontement de masse avec le capital".

Il ne faudrait d'ailleurs pas confondre pluralité des tendances et amélioration du fonctionnement démocratique : "la diversité des tendances, plus ou moins nombreuses, selon les périodes, à l'intérieur des organisations réformistes, a les mêmes origines ; les tendances dans le PS ou le PSU ne sont pas le témoignage d'un fonctionnement démocratique ou d'une vie intérieure intense. Elles traduisent l'incapacité du réformisme à transformer fondamentalement la société capitaliste, due à son incapacité de déterminer une ligne politique scientifiquement définie, à son absence d'une pratique et d'une expérience des luttes" (H.R. tome II, p 374-375).

Ce type de fonctionnement a en outre les mêmes conséquences : l'incapacité à pratiquer l'action de masse, la démobilisation des masses ; c'est ce que nous expliquent les historiens communistes à propos des structures de la SFIO d'entre les deux guerres, structures fondées sur la décentralisation, l'autonomie des différents organismes et l'organisation des tendances qui selon leur analyse "accentuent la tendance à la démobilisation des masses".

### 62. Quelles sont ces organisations ?

1921 à 1936) Dans leur "Histoire du réformisme", les historiens du PCF étudient essentiellement la SFIO, la CGT "réformiste" /et les diverses organisations à l'origine du parti socialiste actuel.

G. Cogniot estime pour sa part que le parti socialiste "s'est toujours accommodé - c'est le moins qu'on puisse dire - de l'existence en son sein de tendances réformistes, purement pragmatique ou inversement gauchistes et il a toujours cultivé les préjugés anticomunistes".

.../...

Parlant du PS, lors du Comité central de juin 1972, G. Marchais le caractérise ainsi : *"ses traits permanents sont, au-delà de la volonté réelle ou non de promouvoir des réformes sociales et démocratiques, la crainte que se mettent en mouvement la classe ouvrière et les masses, l'hésitation devant le combat de classe face au grand capital, la tendance au compromis avec celui-ci et à la collaboration des classes. Ces traits n'ont pas été estompés depuis le congrès d'Épinay"*.

Qu'il s'agisse du PS d'hier ou d'aujourd'hui, aucune tendance du PS ne trouve grâce devant les jugements des historiens communistes, même le CERES est voué sans appel à la voie réformiste comme nous l'explique J. Burles : *"Durant toute la période de préparation des élections municipales, le CERES, ici ou là, a paru, mieux que d'autres saisir la volonté unitaire, la volonté de changement. Mais cette meilleure appréhension de la nécessité politique, le CERES l'a fondée sur le mouvement même du réformisme : épouser la volonté unitaire pour renforcer le poids du réformisme dans le mouvement d'ensemble"*. Certes, *"le CERES n'a pas le même comportement que naguère Guy Mollet et pourtant l'un et l'autre expriment à un moment le point de vue du réformisme et manifestent son essence"*.

Quand au PSU il est à la fois condamné au réformisme de par l'héritage des thèmes *"rocardiens"* et de par l'existence en son sein de tendances aventuristes.

Mais le réformisme, ce n'est pas seulement des partis mais un ensemble d'appareils plus ou moins liés d'ailleurs avec les partis. F. Hincker considère que *"la tradition réformiste se manifeste dans le mode d'articulation entre partis, syndicats, associations diverses, presse, municipalités"*. Il y a dit-il dans le réformisme *"une singulière permanence des formes"*.

De 1921 à 1936 la citadelle du réformisme c'est, pour les historiens communistes, l'ensemble SFIO-CGT.

Aujourd'hui FO est semble-t-il considéré comme étant en deçà du réformisme. La FEN et surtout en son sein le Syndicat national des Instituteurs (SNI) sont aux yeux des communistes très marqués par le réformisme dominant dans le milieu. *"Le réformisme syndical, écrit A. Guedj... ne semble envisager d'autre alternative que le refus de l'action de masse ou l'alignement sur une masse qui se refuse à l'action. Restent le recours illusoire aux procédures d'arbitrage et l'alibi des concertations. Il est facile de s'entendre avec le pouvoir quand on parle son langage et qu'on se situe sur son terrain..."*.

Quant à la CFDT et à son *"penchant au réformisme"* le PC n'en parle guère. Il en est question deux fois dans l'*"Histoire du réformisme"*, la première fois à l'occasion du Congrès de 1959 et de la *"planification démocratique"* considérés comme un *"aménagement du système ne portant pas atteinte à sa nature"*, ce qui n'empêchera pas le PC de reprendre cette même idée quelques années plus tard. La seconde fois à propos des *"Assises du socialisme"* créant selon les historiens communistes *"les conditions de rapports spécifiques entre le syndicat et le parti politique autour d'un projet s'éloignant du Programme commun"*. Les accusations de *"réformisme"* concernant la CFDT sont beaucoup plus fréquentes de la part de la CGT. Ainsi au lendemain de la grève du 7 octobre 1976 et des divergences qui se sont manifestées entre la CGT et la CFDT pour mettre sur pied ce mouvement, Warcholak, dans son rapport à la CE CGT, s'interroge sur la signification du comportement de la CFDT.

.../...

Selon son analyse "il ne peut être recherché en dehors de la nature réformiste de cette organisation qui conduit à la crainte du mouvement de masse sur des objectifs de classe et se traduit par la recherche parfois fébrile et contradictoire de positions qui entravent ou gênent le développement de ce mouvement".

## 7. LE PROBLEME DE L'UNION AVEC LE REFORMISME

Si les organisations réformistes ne semblent pas dans la collaboration de classe, c'est que le parti révolutionnaire, le PCF, joue un rôle actif et que les masses, dans un certain nombre de cas agissent dans le même sens, telle est la thèse qu'on trouve dans tous les écrits communistes concernant le réformisme.

Traitant de la mise en oeuvre du Front populaire, les auteurs de l'"Histoire du réformisme" se posent la question : "Le rôle actif du PCF n'a-t-il pas contribué à entraîner la SFIO à rompre avec sa pratique attentiste, soit par crainte d'être supplantée dans la classe ouvrière, soit par l'attrait croissant de la politique de front unique dans ses propres rangs ? Et ne peut-on penser, en schématisant, que sur ces bases, la pression externe exercée par la volonté de résistance des masses, renforcée et impulsée par l'action du parti communiste s'exprime à l'intérieur de l'organisation dans une fraction qui apparaît plus unitaire" (tome I p 119).

Etudiant, à la fin des années 1969, les positions des diverses organisations de la gauche non communiste (PSU et composantes du futur parti socialiste), les mêmes auteurs en tirent la conclusion que, quelles que soient les formes d'expression organisées du réformisme, celles-ci n'impulsent pas de leur propre mouvement la lutte contre la politique réactionnaire, pas plus qu'elles n'élaborent le contenu de l'accord sur lequel peut s'opérer le rassemblement de larges masses. Incapables d'une telle stratégie, les organisations réformistes ne peuvent qu'être poussées en avant par le parti révolutionnaire. "Ainsi s'explique le rôle essentiel du Parti communiste pour modifier, en faveur du courant révolutionnaire, le rapport des forces dans la lutte des classes contre la bourgeoisie et infléchir dans un sens positif le comportement des divers partis et groupes qui représentent le réformisme" (tome II p 242).

D'où la nécessité d'un PC fort, et de plus en plus fort, pour empêcher les réformistes d'être entraînés vers la collaboration de classe.

Seul le parti communiste est à même d'introduire dans le mouvement ouvrier "l'idéologie sociale scientifique" (G. Cogniot). En développant comme il l'a toujours fait et comme il continue à le faire "l'unité politique avec les formations réformistes" il fait "progresser la connaissance scientifique du mouvement du réel" et ce faisant il "restreint en même temps les bases de développement du réformisme en tant que courant organisé" (R. Martelli). Si l'on suit cette analyse le développement de l'union, restreignant les bases de recrutement du réformisme, devrait donc amener une croissance naturelle de l'audience du PCF, ce qui n'a nullement été confirmé par les faits depuis la signature du Programme commun. Contrairement à ce qui s'était passé en 1936, c'est l'audience du "réformisme" en la personne du PS qui s'est accrue.

.../...

## 8. LE REFORMISME RESTE TOUJOURS REFORMISTE

Dans sa lutte pour l'union avec le réformisme, le PC n'attend pas que le PS cesse d'être réformiste.

"Le Parti communiste nous dit J. Burles, n'attend pas du parti socialiste qu'il transforme sa nature réformiste : la base de cette dernière réside dans le processus contradictoire de la société capitaliste. C'est pourquoi l'essentiel dans la lutte du PC en faveur de l'union est que le PS abandonne la collaboration de classes et contribue toujours davantage, grâce à la pression des masses, toujours plus conscientes, à affaiblir la bourgeoisie monopoliste" (H.R. tome II p. 378). En somme le PS étant par "nature", par "essence" un parti "réformiste" il est parfaitement vain d'espérer le transformer en parti révolutionnaire, tout au plus peut-on l'amener à ne plus collaborer avec la bourgeoisie.

L'"Histoire du réformisme" est d'ailleurs entièrement conçue comme une illustration de cette thèse.

S'interrogeant sur les événements de 1936 les historiens du PCF posent la question : "L'action des masses et d'un courant révolutionnaire qui s'affirme au sein de la classe ouvrière ont donc pu amener la SFIO à ne pas sombrer dans le révisionnisme théorique et la collaboration ouverte avec la bourgeoisie. Mais pouvaient-ils amener la SFIO sur des positions révolutionnaires?" Les auteurs répondent par la négative (tome I p. 120).

Poursuivant leur quête historique ils arrivent à l'année 1972 et ils nous expliquent que lors de la signature du Programme commun, l'attitude du PS montre bien le maintien de cette "essence réformiste" ; en effet, "au moment où il se rallie à l'idée d'un accord politique (avec le PC), le PS paraît rompre avec le réformisme, mais en réalité, lorsqu'il envisage d'élargir, par son "libéralisme politique" son audience à droite, il s'efforce de s'adapter pour mieux conserver l'essentiel" (tome II, P. 258).

Les historiens du Parti ne nient pas une certaine évolution des formes, mais l'essentiel demeure : "l'essence du réformisme". D'ailleurs "tous les militants ont remarqué, au cours de la période précédant les municipales de jeunes socialistes, adhérents depuis peu, qui retrouvaient un comportement identique à celui des vieux notables de la SFIO d'il y a 30 ans" (N.C. mai 1977).

Pour J. Burles le comportement même du PS dans l'union, son désir de développement pour "rééquilibrer la gauche" montrent bien sa nature réformiste, ses conceptions en opposition avec celles du PCF : "Ses rapports avec le réformisme, son objectif permanent d'exprimer celui-ci et d'en accroître l'influence dans la classe ouvrière, le conduisent à une conception et une pratique de l'union qui, en déclarant vouloir rééquilibrer la gauche, vise à affaiblir le courant révolutionnaire et non à affaiblir la droite" (tome II p. 381).

D'où la conclusion qui s'applique au réformisme en général et plus particulièrement au parti socialiste : "Le réformisme est inapte, par sa nature,

.../...

à transformer la société capitaliste : l'absence d'une théorie scientifique et le rôle négligeable ou nul des ouvriers à la direction d'un parti réformiste ne permettent pas à cette classe objectivement révolutionnaire, de prendre conscience de son rôle et de l'assumer. Telles sont en France les caractéristiques des organisations politiques réformistes, particulièrement du Parti socialiste" (tome II p. 375-376).

Ce qui frappe lorsqu'on examine la conception communiste du "réformisme" c'est d'abord le fait qu'il est défini en référence au parti révolutionnaire, c'est-à-dire au Parti communiste. Si la volonté de changement qui anime les individus ou les organisations ne les amène pas à adhérer aux thèses du Parti, à souscrire à l'analyse du Parti qui seule est scientifique, ces individus ou ces organisations sont automatiquement classées dans le camp du réformisme et, sans le secours du PC elles risquent à bref délai de sombrer dans la collaboration de classes.

A la limite on peut se demander si pour le PCF le réformisme existe vraiment. C'est l'envers de la politique du parti révolutionnaire. Si le réformisme est capable de tout, du meilleur et du pire, que signifie-t-il vraiment ? Le thème du réformisme n'est-il pas l'alibi qui permet d'éviter de s'interroger sur la pratique du PCF ? Une telle analyse dogmatique et finalement conservatrice du réformisme ne sert-elle pas d'abord à conforter les militants dans la confiance dans le seul parti-guide ?

Il faut souligner aussi le caractère déterministe de la conception du réformisme : il y a, si l'on en croit les idéologues du PCF, une "nature profonde" et "inchangée" du réformisme, une "essence permanente" du réformisme, et contre ceci, la volonté, l'action des individus ou des organisations ne peuvent rien. La "nature" du réformisme, c'est notamment d'être contradictoire ; toute l'histoire, telle que décrite par les historiens communistes, l'atteste et aujourd'hui, comme hier, les organisations/le PCF classe dans le camp du réformisme sont dans l'incapacité de surmonter cette contradiction, de définir une ligne. Même le combat pour l'union que mène le Parti communiste ne peut transformer cette "nature profonde" du réformisme, les organisations réformistes étant vouées, pourrait-on dire "de toute éternité" à osciller constamment entre l'attraction vers la bourgeoisie et l'attraction vers le Parti de la révolution, qui lui, bien sûr, est à l'abri de ces contradictions.

L'alliance avec des partis ou des organisations qui fatalement seront tentées de trahir est donc un travail toujours à recommencer, une lutte de tous les instants pour les maintenir à flot et les empêcher de sombrer dans la collaboration de classe. "L'union est un combat", "s'allier avec le réformisme, c'est toujours lutter contre lui".

.../...

En fin de compte, plus que l'alliance avec le "réformisme" la véritable stratégie du PCF n'est-elle pas l'union du peuple de France conçue comme l'union de couches sociales (et non d'organisation) autour de la classe ouvrière et de son noyau le PCF ?

- 
- (1) N° du 4 avril 1978 : article de J-P Gaudard, "Le recours au réformisme".
  - (2) N° de décembre 1975 : article de G. Cogniot, "Réflexions sur les bases sociales du réformisme en France".
  - (3) - Déc 1976 : A. Guedj, "Le réformisme en milieu enseignant".
    - Mai 1977 : J. Burles, F. Hincker, R. Martelli, C. Mazauric, "A propos de l'histoire du réformisme".
    - Déc 1977 : article, "L'Union, d'où venons-nous, où allons-nous".
  - (4) Divers auteurs : "Histoire du réformisme en France", Ed. Sociales, 1976, deux tomes, p. 336 et 442.